

## Quelle intégration pour l'Amérique latine dans un marché mondialisé?

Avec la fin de la guerre froide la formation d'un espace économique américain pancontinental est à l'ordre du jour. La négociation pour la construction d'un marché unique, la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA)<sup>1</sup>, initiée à Miami par 34 pays à l'exception de Cuba en 1994 a été confirmée à Santiago du Chili en 1998. Elle devrait être achevée en 2005 et permettre ainsi aux relations interaméricaines de connaître une nouvelle ère de coopération en rapprochant pour la première fois les deux moitiés de l'hémisphère autour d'un projet commun. Telle est du moins l'affirmation de Richard Feinberg ancien conseiller pour l'Amérique latine du Président Bill Clinton. Ce point de vue est partagé par une partie des élites politiques latino-américaines, convaincues qu'une intégration régionale basée sur le libre-échange dont les Etats Unis seraient l'axe principal est l'alternative la plus réaliste. Aussi surprenante qu'elle puisse paraître sur un continent où l'agressivité commerciale et l'hégémonie des Etats Unis ont fait des ravages, cette attitude s'explique par les difficultés accumulées dans le passé. Echec du modèle antérieur de développement autocentré; crise de la dette au début des années 1980 entraînant l'adoption d'une politique ultra libérale (dérégulation, privatisations, libéralisation des échanges); faible complémentarité des économies rendant plus difficile une stratégie de développement commune. Ce passif affaiblit la crédibilité d'un projet d'intégration sud-américain alternatif à la formation d'un marché continental sous la houlette des Etats-Unis. Garantir l'accès à long terme au marché nord-américain et favoriser les investissements étrangers est un objectif clé pour les petits pays de la zone (sur 34 Etats, 24 sont considérés comme des économies de petite taille)<sup>2</sup>.

### La ZLEA, un projet de l'après-guerre froide

---

<sup>1</sup> Free-Trade Area of the Americas (FTAA) en anglais, Area de Libre Comercio de las Américas (ALCA) en espagnol

<sup>2</sup> C. Deblock, D. Brunelle « Le projet de Zone de libre-échange des Amériques, un régionalisme en trois dimensions » in *Amérique Latine 2000* Rapport de l'Observatoire sur l'Amérique latine La Documentation française juillet 2000

C'est le Président Républicain G. Bush qui proposa en 1990 de mettre en place une zone de libre-échange dans les Amériques: une « première » entre une hyper puissance et des pays en voie de développement. L'initiative fut reprise par un Démocrate, le Président W. Clinton. Le projet bénéficia donc d'emblée de l' appui des deux partis au Congrès.

Le Sommet des Amériques qui s'est tenu à Miami en 1994 a rassemblé pour la première fois depuis la réunion de Punta del Este en 1967 les chefs d'Etat ou de gouvernement de la région. C'est là que les pourparlers visant à mettre en place les modalités de la négociation préalable à un accord ont commencé. Après 4 ans de travail, le deuxième Sommet des Amériques a mis en marche le processus de négociation lui-même qui devrait en principe se conclure en 2005. Le siège de la négociation a été fixé à Miami jusqu'en février 2001 puis à Panama et enfin à Mexico.

Le Comité de Négociations Commerciales (CNC) s'est réuni en juin 1998 et les 9 Groupes de Négociations en septembre 1998. Ceux-ci travaillent sans relâche sur 9 thèmes : l'accès aux marchés, les investissements, les services, la passation des marchés publics, le règlement des différends, l'agriculture, les droits de propriété intellectuelle, les subventions antidumping et droits compensateurs, les politiques de la concurrence. Un Comité Tripartite appuie le processus ; il est composé de la Banque Interaméricaine de développement (BID), de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et de l'Organisation des Etats Américains (OEA). Les entreprises privées sont représentées par pays et par secteurs au sein de *l'Americas Business Forum*. Les accords doivent être conformes aux normes de l'OMC. C'est donc un dispositif complexe et de grande ampleur qui a été mis en place.

Pour les Etats-Unis le jeu en vaut la chandelle. Comme le soulignent les sociologues canadiens C.Deblock et D.Brunelle il s'agit à la fois de « soutenir la globalisation des entreprises américaines, de contribuer à placer les Etats-Unis au centre de la nouvelle économie globale et porter les valeurs de la société américaine ».. et de faire de l'accord hémisphérique « une sorte d'OMC plus »<sup>3</sup>.

## **Le plus grand marché du monde**

---

<sup>3</sup> C. Deblock, D.Brunelle Ibid.

Dans leur ensemble les Amériques représentent environ 45% des exportations et 35% des importations américaines (le Canada et le Mexique occupant une place déterminante). D'après la secrétaire américaine au commerce Charlène Barchevsky « Les exportations ont triplé de 1990 à 1996. En 1996 elles ont augmenté deux fois plus que le commerce américain avec le reste du monde. L'Amérique latine est un marché plus important que l'Union Européenne pour les Etats-Unis ». On comprend que l'objectif américain soit de libéraliser davantage les économies latino-américaines où les marchés sont encore très protégés. «Join free-trade or loose out» (lâchez prise) affirme C. Barchevsky. L'objectif stratégique des Etats-Unis est de former le plus grand marché du monde avec 800 à 850 millions de consommateurs potentiels pour asseoir son hégémonie mondiale, et contrer l'Union européenne. « On peut comparer la ZLEA à la version du 21<sup>e</sup> siècle de la doctrine Monroe..C'est un instrument qui permettrait aux Etats-Unis de restreindre l'influence européenne et asiatique. Le succès des négociations de la ZLEA renforcerait indiscutablement les liens économiques puis politiques entre les pays d'Amérique latine et les Etats-Unis et affaiblirait les échanges commerciaux avec l'Union européenne » affirment Bulmer-Tomas et S.Page<sup>4</sup>. D'ores et déjà la Secrétaire d'Etat M.Albright a, lors de son dernier voyage en Argentine au mois d'aût, plaidé ouvertement en faveur d'une application rapide du décret de dérégulation dans les Télécommunications afin de mettre fin au monopole de l'entreprise *Téléfonica* espagnole et de la *Telecom* franco-italienne au profit des grandes firmes américaines. De même le décret signé par l'ex-Président Menem libéralisant l'espace aérien devrait entraîner la mort de *Aérolineas Argentinas* contrôlée par des capitaux espagnols et ouvrir le marché aérien aux compagnies *United Airlines* et *American Airlines*.

Ce projet de zone de libre-échange n'est par ailleurs pas étranger aux préoccupations sécuritaires de Washington. Depuis la fin de la guerre froide il s'agit de maîtriser de nouvelles menaces : le trafic de drogue, le blanchiment de l'argent, les migrations illégales, le terrorisme, les atteintes à l'environnement et les activités des «rogue states» (« Etats voyous »)

---

<sup>4</sup> Victor Bulmer –Thomas et Sheila Page « Trade Relations in the Americas : Mercosur, The free trade area of the Americas and the European union » in *The United States and Latin America : the new agenda*. V.Bulmer-Tomas and James Dunkerley Harvard University Press University of London 1999

devenus depuis peu des « Etats préoccupants » dans la terminologie de Washington. Les mécanismes de contrôle policier, la surveillance aux frontières, plus généralement la sécurité du continent –et donc du commerce et des intérêts américains- sont partie prenante du Plan d'Action adopté. La lutte contre le narco-trafic -la certification en particulier- est un excellent moyen de pression sur les gouvernements latino-américains et permet une présence américaine accrue. Les efforts de Madeleine Albright pour impliquer le plus grand nombre de pays de la région dans le Plan Colombie illustrent la volonté de légitimer une intervention militaire contre les guerrillas. Une initiative rejetée par le Brésil et le Vénézuéla.

Le projet de ZLEA vise à renforcer la stabilité nécessaire à la sécurité des investissements et des échanges. Celui qu'on nomme le «Tsar» anti-drogue, le général Mac Caffrey, justifie ainsi les présupposés stratégiques de la ZLEA : « En cette période de globalisation croissante, les Etats Unis et leur avenir sont davantage liés à l'Amérique latine qu'à l'Europe et au Japon car notre commerce avec le Brésil est plus important qu'avec la Chine, avec le Vénézuéla plus important qu'avec la Russie, avec le Costa Rica (3 millions d'habitants) plus important qu'avec les pays d'Europe de l'est ».

Enfin le rôle de l'Organisation des Etats Américains (OEA) -autrefois discréditée pour ses compromissions avec les dictatures- est revalorisé. La charte de l'OEA réformée par le Protocole de Washington en 1992 prévoit son intervention, y compris à l'intérieur des frontières nationales, en cas de crises politiques ou d'interruption de processus démocratiques. Ce qui n'empêche pas certains experts de regretter que son rôle soit encore insuffisant « et que sa vision de la souveraineté nationale limite son potentiel<sup>5</sup> ».

### **La rhétorique de la « bonne gouvernance »**

C'est au nom de l'établissement d'une « bonne gouvernance régionale » prônée par les institutions financières internationales que Washington propose de démanteler les barrières commerciales dans l'ensemble de l'hémisphère.

Il s'agit de conforter un projet économique planétaire dont l'Amérique latine n'est qu'un des éléments afin de faire progresser un agenda

---

<sup>5</sup> Tom Farer (ed.) *Beyond sovereignty : collectively defending democracy in the Americas* D.Acevedo & C.Grossman « The Organisation of American States and the protection of democracy ». Johns Hopkins University Press 1996

commercial plus adapté aux firmes multinationales. La ZLEA peut en effet être un point d'appui pour contourner les difficultés rencontrées dans le cadre de l'OMC. Si le point de vue américain prévaut « alors il sera plus facile de le faire adopter par l'OMC. La ZLEA peut être vue comme un effort pionnier destiné à façonner la prochaine génération des accords de l'OMC »<sup>6</sup>. Autrement dit il s'agit d'introduire des formes nouvelles de réglementation en utilisant différents leviers. La réunion des 34 Ministres du Commerce à Toronto en novembre 1999 a réaffirmé la complémentarité des processus entre la ZLEA et l'OMC. Mais alors que certains domaines font déjà partie de l'OMC d'autres ne sont pas encore abordés. C'est le cas en ce qui concerne la passation des marchés publics : les pays d'Amérique latine n'ont pas signé l'accord de l'OMC. Or comme le rappelle O. Dabène il s'agit d'un sujet sensible « qui véhicule toute une conception de l'Etat , de ses rapports au secteur privé et de sa souveraineté » dont les Constitutions en Amérique latine étaient souvent garantes en prévoyant un traitement préférentiel pour les entreprises nationales<sup>7</sup>. C'est ce traitement préférentiel que les multinationales américaines veulent battre en brèche en exigeant la fin de ces « discriminations », ce qu'un expert résume ainsi: « C'est une police d'assurance qui permet de verrouiller les tendances favorables au retour du protectionnisme ».

Une fois mis en place, ce gigantesque marché hémisphérique pourrait servir de tremplin pour forcer l'ouverture des marchés encore réticents. D'où l'importance stratégique de faire des Amériques « un espace économique totalement ouvert à la libre circulation des marchandises et des capitaux et de donner à cet espace le cadre normatif d'un nouveau modèle d'intégration<sup>8</sup> » étant entendu qu'il ne saurait être question de la libre circulation des personnes<sup>9</sup>.

Les partisans du processus engagé assurent qu'un partenariat fondé sur une économie stable basée sur la compétition, l'intégration économique conduit à l'instauration d'un développement durable. «*Making democracy work*»(Renforcer la démocratie),«*Making democracy prosperous : hemispheric economic integration*»(Promouvoir la prospérité par

---

<sup>6</sup> Deblock et Brunelle Ibid.

<sup>7</sup> L'article concernant l'*ejido* dans la constitution mexicaine a été modifié lors de l'entrée en vigueur de l'ALENA, le Brésil a modifié sa Constitution en 1995 en supprimant l'article qui prévoyait un traitement préférentiel pour les entreprises nationales. Hugo Chavez a fait l'inverse avec le pétrole dans la nouvelle Constitution vénézuélienne.

<sup>8</sup> Deblock et Brunelle ibid.

<sup>9</sup> Une demande qui émane du nouveau Président mexicain V. Fox

l'intégration économique), «*Making democracy endure: sustainable development* (Promouvoir la démocratie par un développement durable) tels sont les intitulés du Plan d'Action adopté en 1998.

Certes le libre échange implique des obligations inégales qui pèsent plus lourd sur les pays en développement que sur les partenaires des pays industrialisés» reconnaît J.Schott, mais cette inégalité est « compensée » selon lui par le fait qu'il « rend le pays plus attractif pour les investisseurs étrangers »<sup>10</sup>. Mais l'expérience du Mexique depuis l'ALENA montre que l'ouverture commerciale vis à vis d'un pays ayant un niveau de développement très supérieur provoque une désindustrialisation, la liquidation de pans entiers de l'agriculture traditionnelle, de graves déséquilibres régionaux et l'accroissement des inégalités sociales.

### **Des contradictions multiples**

Compte tenu de l'importance stratégique du projet comment expliquer la lenteur de sa mise en oeuvre?

La multiplicité et la complexité des accords commerciaux régionaux, sous-régionaux ou de coopération bilatérale qui se chevauchent sur le continent - plus de 56 en 1997<sup>11</sup> - rendent particulièrement difficile leur harmonisation dans le cadre de la ZLEA. Ils sont analysés et comparés par les groupes de négociation qui étudient leur possible articulation et convergence. Des facteurs sociaux et politiques freinent aussi le processus. C'est le cas des pays regroupés dans la Communauté andine (CAN). En Colombie sévit une guerre civile. En Equateur la crise économique est gravissime. Au Vénézuéla les tensions avec les Etats Unis ont été renforcées depuis les rencontres du Président H.Chavez avec S.Husseïn et M.Khadafi et ses efforts pour constituer un front de l'OPEP en maintenant les cours du pétrole à leur niveau actuel. Au Pérou enfin l'élection contestée de Fujimori suscite des mobilisations qui fragilisent le pouvoir de l'homme de *l'auto-golpe*.

En outre si les intérêts économiques sont imbriqués de façon croissante, les projets géopolitiques diffèrent. Le Sommet de la Communauté andine qui s'est tenu le 9 juin au Pérou en présence des Présidents bolivien, équatorien,

---

<sup>10</sup> Institute for international economics before the Sub Committee on ways and means (Sénat américain) 22/7/00

<sup>11</sup> J.F.Hornbeck *A free trade area of the Americas : toward integrating regional trade* Congressional Research Service Report Economics Division 1998

colombien et vénézuélien a décidé de la formation d'un marché commun régional et d'un «bloc nationaliste andin» pour l'année 2005, date prévue pour la fin des négociations de la ZLEA.

Menacé de sanctions économiques par un vote du Congrès américain le Président péruvien a fait assaut de déclarations nationalistes «contre l'interventionnisme et pour la défense de la souveraineté latino-américaine»<sup>12</sup>. La CAN est engagée dans un processus de négociations avec le MERCOSUR<sup>13</sup>. Lors de la réunion des gouvernements sud-américains convoquée à Rio le 1<sup>er</sup> septembre par F.H.Cardoso les pays andins ont donné leur accord pour former un bloc latino-américain en 2002.

Le Brésil veut diriger le processus d'intégration économique et négocier avec les Etats Unis en ayant consolidé un bloc sud-américain. Mais cette ambition, venant du pays le plus puissant du sous-continent gêne ses petits partenaires -l'Uruguay et le Paraguay- qui se plaignent de la volonté d'hégémonie de Brasilia (le PIB brésilien représente 70% du Mercosur) et d'un partenariat bilatéral avec l'Argentine qui les laisse hors jeu.

Quant à l'Argentine, elle a manifesté dans le passé son intérêt pour l'ALENA et défendu à plusieurs reprises l'idée de la dollarisation pour écarter les risques d'instabilité monétaire.<sup>14</sup> Elle bénéficie grâce à Washington du statut de partenaire privilégié au sein de l'OTAN au nom des « relations charnelles » qu'elle entretient avec les Etats-Unis selon l'expression de l'ancien Ministre des Affaires Etrangères de C.Menem, Guido di Tella aujourd'hui inculpé pour complicité de trafic d'armes !<sup>15</sup>

Outre ces difficultés il reste à surmonter les divergences de point de vue qui s'expriment au sein même des Etats-Unis. Bien que la ZLEA soit une initiative du Président George Bush soutenue sans réserve par Bill Clinton, celui-ci n'a pu obtenir du Congrès le *fast-track*, la procédure de négociation rapide qui donne les moyens de faire aboutir le processus au Congrès. Les doutes et les craintes nées de la crise mexicaine après l'ALENA, puis le refus des Républicains d'inclure dans les accords des clauses sociales ou de protection de l'environnement que les syndicats

---

<sup>12</sup> *El Pais* 20 août 2000

<sup>13</sup> Le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et 2 associés le Chili et la Bolivie

<sup>14</sup> Olivier Dabène « Le Mercosur et la Zone de Libre-échange des Amériques : vers la convergence ? » Amérique latine 2000 La Documentation française..

<sup>15</sup> *El Pais* 20/8/2000

américains (qui ont peur d'un dumping social) et les groupes écologistes réclament au contraire, ont ralenti le processus de négociations.

Du côté des syndicats américains l'hostilité à la ZLEA est vive. «*Stop fast track*» exige l'AFL-CIO qui rappelle la perte de 420 000 emplois après l'ALENA et la baisse des bas salaires. Mais elle n'est pas exempte d'ambiguïtés. «*Fast track to unsafe foods* » (fast-track égale insécurité alimentaire), «*Fast track to more drugs in our schools*» (fast-track égale plus de drogue dans nos écoles), «*Fast track to unsafe highway* » (Fast-track égale insécurité sur les autoroutes) proclame le syndicat des camionneurs comme si les raisons de l'insécurité et du trafic de drogue n'étaient pas partagées.

Des ONG américaines<sup>16</sup> ou des groupes de défense de l'environnement dénoncent « Les entreprises multinationales américaines et canadiennes qui voient l'Amérique latine comme une opportunité où l'on peut profiter des bas salaires et de règles moins contraignantes en matière d'environnement et de santé ».<sup>17</sup>

Enfin la négociation a été freinée par la volonté américaine de négocier bilatéralement avec les pays latino-américains. Mais le développement des regroupements sous-régionaux est une opportunité telle pour les grandes firmes qui commercent avec l'Amérique latine que certains experts américains considèrent plus efficace de traiter le Mercosur comme un partenaire stratégique que comme un concurrent régional. C'est ce dernier point de vue qui semble avoir triomphé confirmant la thèse de la convergence défendue par O.Dabène. En dépit des difficultés actuelles et de son retard prévisible, le processus d'intégration est donc en marche: qu'il se fasse par la négociation de bloc à bloc ou par l'élargissement progressif de l'ALENA à d'autres pays, ou même par l'extension d'accords bilatéraux. « La méthodologie de l'intégration et la discipline commerciale de l'ALENA s'imposent progressivement au Mercosur et à l'ensemble du continent »<sup>18</sup>.

En tout état de cause le futur Président américain devra décider de la voie à suivre dès les premières semaines suivant son élection car le Troisième Sommet des Amériques aura lieu au Québec en avril 2001. Les deux candidats G.W.Bush et Al Gore se déclarent décidés à obtenir le fast-track avant cette échéance mais le scénario peut être différent selon la couleur de

<sup>16</sup> *Public Citizen's Global Trade Watch*, *Friends of the Earth* entre autres

<sup>17</sup> Andy Olivastro *Will free trade come cheap?* 11 mai 2000 <http://www.Policy.com>

<sup>18</sup> O.Dabène Ibid. p 30

la majorité -Républicaine ou Démocrate- au Congrès. Les déclarations du conseiller de G.W.Bush, Robert Zoellick, sont très fermes. Le Président élu devra reprendre l'initiative, accorder la priorité à ce dossier et affronter les syndicats américains si nécessaire<sup>19</sup>. Tom Donohue, le Président de la Chambre de Commerce américaine, veut accélérer le processus et suggère même de terminer les négociations en 3 ans au lieu de 5..

En réalité après l'échec de l'OMC à Seattle, la ZLEA apparaît comme un outil de rechange, une réserve stratégique permettant de faire rentrer par la fenêtre ce qui n'a pu entrer par la porte, autrement dit de réaliser au niveau régional ce qui n'a pu l'être au niveau mondial.

Ce partenariat régional déséquilibré qu'est la ZLEA est comparé à une relation entre un moyeu et ses 33 rayons par C. Deblock et D.Brunelle. La faible compétitivité des économies latino-américaines se double en effet des pratiques américaines impitoyables en matière commerciale: Washington a menacé le Mexique, son partenaire de l'ALENA, de faire appel à l'OMC pour l'obliger à ouvrir son marché des Télécommunications à la concurrence, arrêter de protéger la compagnie nationale *Téléfonos de Mexico* et « cesser de nuire ainsi aux intérêts américains » selon Charlene Barchevsky.<sup>20</sup>

Ainsi un journaliste équatorien compare-t-il «la formation de la ZLEA à la fusion d'une vaste chaîne multinationale de supermarchés avec quelques revendeurs itinérants»<sup>21</sup>.. Une libéralisation asymétrique illustrée par le fait que le PNB des Etats Unis est 16 fois plus important que celui du Brésil, 25 fois plus important que celui du Mexique et 30 fois plus que celui de l'Argentine, sans parler des écarts énormes avec les pays les plus pauvres du continent.

Le nouvel ordre qui se met en place est fondé sur deux principes: « le principe juridique de l'égalité de traitement et le principe économique de la libre concurrence » constatent Deblock et Brunelle. En termes plus prosaïques il s'agit de permettre au renard de pénétrer librement dans le poulailler parmi les poules également « libres »! Quelque soient les inégalités de départ, les droits privés de l'individu priment les droits

---

<sup>19</sup> Miami Herald 16/3/2000

<sup>20</sup> En même temps un projet de loi était discuté au Congrès bloquant la prise de contrôle par *Deutsche Telekom-AG* d'un fournisseur d'accès basé à Seattle -la *Voice Stream Wireless Corp*- au motif que le gouvernement allemand est majoritaire dans la Deutsche, illustrant ainsi la conception du libre-échange version américaine. IHT 29/30 2000

<sup>21</sup> HOY 20 mars 1996 Quito

sociaux; c'est le consensus de la « société civile »(le plus souvent réduite aux milieux d'affaires dans les négociations) qui doit être le fondement de la loi et non l'Etat désormais dépossédé de ses prérogatives traditionnelles. Et ce d'autant plus facilement qu'il a perdu sa légitimité en faisant supporter le poids de l'ajustement structurel par le monde du travail tout en donnant le spectacle de la corruption des élites<sup>22</sup>.

### **Vers une intégration alternative ?**

Peut-on opposer à une intégration aussi déséquilibrée, un projet "desarrollista" (développementiste) ou bien les gouvernements latino-américains n'ont-ils pas réellement le choix s'ils veulent être compétitifs sur le marché global comme l'affirment les économistes libéraux? Pour Jaime Marquès Pereira « La question se pose des chances respectives d'une affirmation du Mercosur ou de sa dissolution dans le projet doublon de l'ALENA qu'est la ZLEA<sup>23</sup> »; pour cet économiste l'affirmation du MERCOSUR suppose une intégration politique plus poussée, un pouvoir public supranational doté d'un pouvoir de régulation économique et d'une monnaie commune.

Le Mercosur est le seul projet d'intégration régionale auquel ne participe aucune des grandes puissances impérialistes. Pour le sociologue brésilien Emir Sader il s'agit de choisir entre une ZLEA faisant de l'Amérique latine une immense zone franche ou un Mercosur élargi et approfondi sur la base d'un projet d'intégration alternatif<sup>24</sup>. La volonté de Hugo Chavez et de Fidel Castro de réactiver un projet Bolivarien tente d'apporter une réponse face à l'absence de projet d'intégration politique latino-américaine. Un tel projet supposerait l'existence d'une bourgeoisie latino-américaine unie autour d'une stratégie de développement assortie d'un projet social, décidée à faire face aux multinationales nord américaines et européennes. Or «la volonté politique d'union n'est pas assez forte pour l'emporter sur les intérêts économiques en présence d'où le risque de remises en cause à chaque période de crise économique chez les différents partenaires » constate

<sup>22</sup> Dernier scandale en date: des Sénateurs péronistes auraient été payés pour qu'ils approuvent la Réforme de la Loi sur le Travail *El Pais* 24/8/00

<sup>23</sup> Cahiers des Amériques Latines N° 30 p 129 Jaime Marquès Pereira

<sup>24</sup> Emir Sader ALAI « América Latina : integracion o zona franca ? » 26/7/2000 –Un séminaire organisé par l'Université d'Etat de Rio de Janeiro aura lieu en février pour mettre au point un projet alternatif avant le Sommet du Québec.

François d'Arcy<sup>25</sup>. Le Mercosur connaît des tensions sérieuses depuis la dévaluation du real au Brésil ; les rapports entre le Brésil et l'Argentine traversent une passe difficile. Les deux pays n'ont pas de politique commune au niveau du développement technologique, il n'y a pas de conscience régionale suffisamment mobilisatrice pour faire face aux stratégies globales des multinationales.

La crise intervenue entre le Brésil et l'Argentine montre le poids des intérêts économiques divergents. Le Brésil a suspendu l'accord signé avec l'Argentine dans l'automobile en juillet 2000. Ce faisant Brasilia protestait contre le décret du Président de la Rùa destiné à protéger les entreprises locales qui fabriquent des pièces détachées pour les voitures produites en Argentine. Depuis la victoire du Président de la Rùa en décembre 1999, des représentants importants de l'industrie nationale réclament plus de fermeté dans les négociations avec le Brésil, et la taxation des entreprises de services publics privatisées et rachetées par des multinationales. Le Vice Président de l'Union Industrielle Argentine exige « un virage profond de la politique économique » mettant fin à la politique ultra libérale de dénationalisation débridée de l'ancien Président C. Menem et de son ancien ministre D.Cavallo. C'est la première fois depuis des années que le patronat local et les PME entrent en conflit avec les banques et les exportateurs et réclament une plus grande intervention de l'Etat dans l'économie, une protection douanière, et la baisse des taux d'intérêts. L'affrontement entre d'une part les secteurs financiers, les entreprises privatisées possédées par le capital étranger et les grands propriétaires terriens, et d'autre part les industriels locaux et les petits et moyens commerçants est de plus en plus vif. Le gouvernement argentin prétend vouloir « réactiver le Mercosur mais en défendant fortement l'industrie et la production nationale <sup>26</sup> ». En réalité le ministre de l'Economie J.L. Machinea et le Secrétaire d'Etat aux Finances étroitement liés au capital financier américain veulent préserver le système de convertibilité peso/dollar. L'arrivée prochaine de grandes entreprises nord américaines dont AT&T sur le marché de la téléphonie fixe a été préparée lors du voyage du Président de la Rùa à Washington en juin.

Le Brésil quant à lui agit en fonction de ses intérêts propres. Bien que le Mercosur soit présenté par F.H.Cardoso comme « une seconde nature », il est significatif que la dévaluation du réal en 1999 n'ait fait l'objet d'aucune

---

<sup>25</sup> François d'Arcy *Brésil : l'entrée à marche forcée dans la mondialisation* La Documentation française 2000

<sup>26</sup> *El Pais* 13 Août 2000

consultation avec ses partenaires alors qu'elle est à l'origine de la crise actuelle. Le Mercosur permet au Brésil de négocier en position de force avec les Etats Unis et de gagner du temps. Le Brésil court en effet des risques trop importants pour se précipiter vers la ZLEA. Certains secteurs patronaux estiment que l'ouverture est excessive. « La ZLEA signifierait une libéralisation plus large. Or la libéralisation dans le cadre OMC et dans la sous-région a affecté les intérêts des entreprises du Mercosur »<sup>27</sup>.

L'économiste brésilien Roberto Macedo, ancien Président de l'Association Nationale de fabricants de produits électroniques (ELETROS) met lui aussi en garde contre toute précipitation compte tenu de la compétitivité américaine très supérieure non seulement dans l'industrie mais aussi dans l'agriculture. « Notre industrie serait balayée par l'industrie américaine » prévoit-il en citant l'automobile, l'électronique et l'agro-industrie. « Une erreur avec les Etats-Unis serait fatale » alors que selon lui les rapports avec l'Union européenne sont moins sensibles, « certains de nos produits industriels étant moins chers que ceux de l'UE ».

Le Président uruguayen Jorge Battle a un avis opposé. Pour lui la seule solution c'est de se rapprocher de l'ALENA, les efforts pour négocier un accord commercial avec l'Europe étant inutiles : « Nous ne devons rien attendre de l'Europe. Nous devons nous intégrer dans le grand marché formé par les Etats Unis, le Canada et le Mexique car il n'y a pas de cadre plus sûr au monde ».

Le problème monétaire est au centre du débat. Dollarisation ou monnaie commune? Mais laquelle? Le peso ou le réal? La dollarisation liquiderait le Mercosur et laisserait le champ libre à la ZLEA. Le gouvernement brésilien y est opposé mais il n'avait jusqu'à une époque récente pris aucune initiative. Le débat s'amplifie, les hommes d'affaires et les élites latino-américaines sont divisés. En Equateur la dollarisation est en marche et le « sucre » -monnaie nationale- aura disparu en septembre.

Les 12 représentants des gouvernements réunis le 1<sup>er</sup> septembre à Rio ont discuté de l'avenir du Mercosur et du problème monétaire. Le gouverneur de la Banque Centrale brésilienne songe désormais tout haut à la prochaine convertibilité d'un réal s'imposant comme monnaie commune au sein du Mercosur. L'adhésion du Chili au Mercosur qui prendra effet en décembre 2000, les déclarations du Président Lagos sur "l'alliance stratégique" du

---

<sup>27</sup> Voir note 12 ???

cône Sud (ABC Argentine, Brésil, Chili), permettront peut-être un rapprochement des positions. Mais pour quel développement ?

### **L'intégration sociale en panne**

Un projet d'intégration alternatif ne pourra aboutir que s'il bénéficie d'une légitimité sociale. Celle-ci n'est possible que sur la base d'un programme de justice sociale et de réformes radicales sur un continent qui a le triste privilège de connaître les inégalités les plus importantes du monde, alors que l'écart entre riches et pauvres s'est encore accru depuis 1990. D'après la BID, 150 millions de personnes vivent avec 2 dollars par jour. L'analyse des politiques adoptées par les gouvernements en place permet de douter que telle soit l'orientation choisie. Pour faire face à la concurrence des produits brésiliens après la dévaluation et remédier au manque de compétitivité de l'Argentine le gouvernement de la Rùa a décidé d'abaisser les coûts de production en adoptant des mesures visant à une plus grande flexibilité du travail. D'autres réformes sont annoncées, notamment la dérégulation des systèmes de sécurité sociale dans un pays où 40% de la population active est employée au noir sans aucune couverture sociale et sans régime de retraite. Au Brésil l'ouverture économique a eu un effet de précarisation sur l'emploi; les entreprises industrielles ont licencié, le travail informel a explosé au point que les travailleurs déclarés (du secteur privé et du secteur public) sont désormais moins nombreux que les « informels »<sup>28</sup>. Ces évolutions du marché du travail facilitent le choix du gouvernement d'aller vers une plus grande « liberté » dans les relations sociales et une plus grande dérégulation dans la continuité des politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI.

Dans ces conditions que valent les préoccupations sociales affichées par les gouvernants ? La Charte sociale de Buenos Aires adoptée en juin 2000 ne prévoit aucune mesure contraignante pour renforcer la protection des travailleurs. Pourtant comme le constate le BIT l'internationalisation de la production a réduit les possibilités de négociations collectives et les violations du droit du travail se multiplient.

Un projet de développement social et démocratique impliquerait des changements radicaux. Or l'ALENA comme le MERCOSUR incluent des mesures de dérégulation pour les investissements étrangers favorisant ainsi

---

<sup>28</sup> François d'Arcy Brésil Ibid.

la baisse des salaires, la détérioration des conditions de travail, la croissance du chômage, et la dégradation de l'environnement. La maîtrise d'une stratégie pour un développement durable est ainsi rendue impossible. Si les peuples latino-américains déjà paupérisés n'avaient plus qu'à choisir à quelle sauce néo-libérale (nord-américaine ou latino-américaine) ils souhaitent être mangés, ils risqueraient fort de rejeter les deux. En l'absence d'alternative, face à l'essor de l'insécurité et de la misère, livrées aux narcotrafiquants et à la corruption, les sociétés pourraient sombrer dans le chaos ou la barbarie dont la désintégration territoriale et la dislocation sociale qui frappent déjà certaines régions échappant à toute régulation étatique donnent un avant-goût. En approuvant, avec réticences, le Plan Colombie américain les dirigeants latino-américains réunis à Rio ont peut-être mis le doigt dans l'engrenage.

**Janette Habel**

